



**CLEON
MARTIN
BROICHOT**

EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

FONDATION MAISON ST AUGUSTIN

Route de Lausanne
52250 PERCEY LE PAUTEL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

**Pierre CLEON
Louis MARTIN
Thomas PAULIN
Nicolas SAILLARD**

Tél : 03 80 53 18 53 / cmb@eccmb.com / cleon-martin-broichot.com
7 rue Marguerite Yourcenar - CS 67916 - 21079 Dijon Cedex

SARL au capital de 450 000 euros inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes, rattachée à la Compagnie Régionale de Besançon - Dijon - R.C.S. Dijon B 343 723 342


AUDECIA
EXPERTS EN CROISSANCE
**CABINET
ADHÉRENT**

FONDATION MAISON ST AUGUSTIN

Route de Lausanne
52250 PERCEY LE PAUTEL

SIREN : 780 477 832

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION MAISON ST AUGUSTIN**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes 2.a), 2.b) et 2.f2) de l'annexe aux comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des immobilisations et à la provision pour renouvellement des immobilisations.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

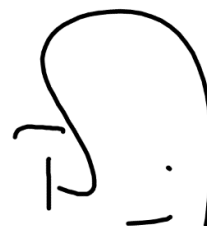
Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✕ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ✕ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✕ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à DIJON, le 2 juin 2025



Le commissaire aux comptes
CLEON MARTIN BROICHOT et Associés
T. PAULIN

Bilan Actif

	Brut	Amort. & Dépréciations	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE	0		0	0
Immobilisations incorporelles	3 146	3 146	0	576
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Donations temporaires d'Usufruit	0	0	0	0
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	3 146	3 146	0	576
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0		0	0
Immobilisations corporelles	10 490 403	5 157 346	5 333 057	5 623 178
Terrains	95 821	36 466	59 355	59 355
Constructions	9 404 144	4 253 475	5 150 669	5 455 666
Installations techniques, matériels et outillage	490 363	463 325	27 038	33 682
Autres immobilisations corporelles	500 075	404 079	95 995	74 475
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations financières	14 722	0	14 722	7 372
Participations	15	0	15	15
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	179	0	179	176
Prêts	5 780	0	5 780	5 780
Autres Immobilisations financières	8 749	0	8 749	1 401
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 508 272	5 160 492	5 347 779	5 631 126
Comptes de liaison	0		0	0
Stocks	0	0	0	0
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production (biens et services)	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	2 410		2 410	0
Créances	84 596	351	84 245	88 278
Créances usagers et comptes rattachés	45 876	351	45 525	57 767
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0
Autres Créances	38 720	0	38 720	30 511
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Tréso.	2 000 000	0	2 000 000	0
Disponibilités	1 154 755		1 154 755	2 875 277
Charges constatées d'avance	6 172		6 172	7 088
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 247 933	351	3 247 582	2 970 643
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0		0	0
Primes de remboursement des emprunts	0		0	0
Ecart de conversion actif	0		0	0
TOTAL GENERAL	13 756 205	5 160 843	8 595 361	8 601 769

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	304 310	304 310
- Fonds Propres statutaires	0	0
- Fonds Propres complémentaires	304 310	304 310
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
- Fonds Propres statutaires	0	0
- Fonds Propres complémentaires	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves	1 102 002	826 948
- Réserves légales	0	0
- Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
- Réserves pour projet de l'entité	0	0
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	975 266	700 212
- Autres réserves	126 736	126 736
Report à nouveau	624 828	709 428
- Reports à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	615 669	86 722
- Autres reports à nouveau	9 158	622 707
Résultat de l'exercice	591 599	190 453
- Activités en gestion contrôlée	0	0
- Autres activités	591 599	190 453
Situation Nette	2 622 738	2 031 140
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	479 729	523 484
Provisions réglementées	84 384	84 384
Autres fonds propres	0	0
FONDS PROPRES	3 186 851	2 639 008
COMPTES DE LIAISON	0	0
FONDS DEDIES OU REPORTEES	520 516	462 880
Fonds reportés liés aux legs et donations	0	0
Fonds dédiés	520 516	462 880
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31 531	31 531
Provisions pour risques	30 000	30 000
Provisions pour charges	1 531	1 531
DETTES	4 856 464	5 468 350
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)	0	0
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	3 933 918	4 071 272
Emprunts et dettes financières divers	483 034	613 660
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	0	0
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	148 862	425 848
Dettes fiscales et sociales	238 658	236 682
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 489	10 719
Autres dettes	43 502	85 343
Produits constatés d'avance	0	24 825
TOTAL GENERAL	8 595 361	8 601 769
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	0	0

Compte de résultat (Première partie)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation	4 566 115	4 381 374
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services	1 987 480	1 871 694
- Ventes de biens	0	0
<i>Ventes de marchandises</i>	0	0
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>	0	0
<i>Ventes de dons en nature</i>	0	0
- Ventes de prestations de service	1 987 480	1 871 694
<i>Travaux et Refacturations de charges locatives</i>	0	0
<i>Prestations de Service</i>	0	0
<i>Parrainages</i>	0	0
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	51 648	65 653
<i>Autres prestations de service</i>	1 935 832	1 806 040
Produits de tiers financeurs	2 447 615	2 380 400
- Concours publics	2 384 682	2 323 282
<i>Prix de journée / Tarifs Journaliers</i>	173 899	189 152
<i>Dotation Globale de Financement</i>	2 210 783	2 134 131
<i>Autres produits de tarification</i>	0	0
- Subventions d'exploitation	62 123	57 112
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consomptible	0	0
- Ressources liées à la générosité du public	0	6
<i>Dons manuels</i>	0	6
<i>Mécénats</i>	0	0
<i>Legs, donations et assurances vie</i>	0	0
- Contributions financières	810	0
Production Stockée	0	0
Production Immobilisée	0	0
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	18 678	57 620
Utilisation des fonds dédiés	10 034	3 385
Autres produits de gestion courante	102 308	68 276
Charges d'exploitation	3 902 702	4 053 739
Achats de marchandises	0	0
Variation de stocks de marchandises	0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 362	5 829
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements	0	0
Autres achats et charges externes	1 078 496	1 171 153
Aides financières	1 440	1 457
Impôts, taxes et versements assimilés	158 827	171 356
Salaires et traitements	1 638 266	1 652 217
Charges sociales	608 887	586 441
Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	352 086	401 863
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations	0	0
- Sur actif circulant : dotations de dépréciations	351	3 757
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	0	63
Reports de fonds dédiés	61 344	58 025
Autres charges d'exploitation	1 643	1 579
RESULTAT D'EXPLOITATION	663 413	327 634
Quote part de résultat sur opérations faites en commun	0	0
Excédent ou déficit transféré	0	0
Déficit ou excédent transféré	0	0

Compte de résultat (Seconde partie)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers	63 991	7 718
Produits financiers de participation	0	0
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé	5	5
Autres intérêts et produits assimilés	63 986	7 713
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	0	0
Charges financières	135 764	144 081
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	135 764	144 081
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	0	0
RESULTAT FINANCIER	-71 773	-136 363
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	591 640	191 271
Produits exceptionnels	450	17 550
Sur opérations de gestion	0	3 276
Sur opérations en capital	450	1 200
Reprises de provisions et transferts de charges exceptionnelles	0	13 074
Charges exceptionnelles	491	18 368
Sur opérations de gestion	7	18 368
Sur opérations en capital	265	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	219	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-41	-818
Participation des salariés aux résultats	0	0
Impôts sur les bénéfices	0	0
EXCEDENT OU DEFICIT	591 599	190 453
TOTAL DES PRODUITS	4 630 555	4 406 641
TOTAL DES CHARGES	4 038 957	4 216 188
EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits	0	0
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
Charges	0	0
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0

FONDATION Saint Augustin
Rue De Lausanne
52250 PERCEY LE PAUTEL

ANNEXE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	8 595 361 €
- Total des produits	4 630 555 €
- Résultat de l'exercice – Excédent	591 599 €

L'exercice a une durée de 12 mois et s'étend du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels établis par la Présidente administrative unique de la Fondation.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Fondation.

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
	PRESENTATION DE LA STRUCTURE	X		
	FAITS CARACTERISTIQUES	X		
	EVENEMENTS POST CLOTURE	X		
	CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE	X		
	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	X		
	NOTES SUR LE BILAN			
Note 1	Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Etat des créances & dettes	X		
Note 4	Fonds Propres	X		
Note 5	Provisions & Dépréciations	X		
Note 6	Fonds dédiés	X		
Note 7	Charges à Payer	X		
Note 8	Produits à recevoir	X		
Note 9	Bilan Financier	X		
Note 10	Tableau de flux de trésorerie	X		
Note 11	Résultat Effectif Global	X		
Note 12	Charges et produits constatés d'avance	X		
Note 13	Résultat exceptionnel	X		
Note 14	Subventions et Concours Publics	X		
Note 15	Effectif	X		
Note 16	Crédit-bail	X		

PRESENTATION DE L'ENTITE

La fondation Maison de Retraite Saint Augustin, située dans le département de la Haute Marne, a pour objet de gérer un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

L'EHPAD géré par la fondation est habilité à l'APL et à l'Aide sociale et propose des hébergements permanents et temporaires ainsi qu'un accueil de jour (6 places).

Sa capacité est de 77 lits avec 68 en hébergement permanent dont 12 en secteur Alzheimer et 14 places en PASA, 3 en hébergement temporaire et 6 en accueil de jour.

L'autorisation d'exploitation date du 03 janvier 2017.

De façon à assurer une prise en charge personnalisée, l'établissement s'est orienté vers la création d'un lieu de vie adapté de 12 lits pouvant accueillir des résidents présentant des pathologies de type Alzheimer à un stade intermédiaire et sévère. Jour et nuit, des professionnels assurent une présence permanente auprès des résidents et leur procurent les soins appropriés.

Pour mémoire, l'adossement au Groupe SOS s'est opéré en janvier 2019.

FAITS CARACTERISTIQUES

Aide gouvernementale de limitation de la hausse de l'Energie

La fondation a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire au titre de l'électricité sur l'exercice 2024 dont le montant constaté dans les comptes s'élève à 12 k€.

Par ailleurs, l'impact sur la liquidation du bouclier tarifaire de 2023 est un mali de 10 k€.

Evolution Financement Section Soins

A compter du 1er janvier 2023, le forfait global relatif aux soins relève du tarif dit « Global sans PUI » en lieu et place du tarif dit « Partiel sans PUI », ce qui induit une augmentation des financements + 225 k€/année.

La nouvelle organisation a été déployée au 2eme semestre 2023, ainsi une provision de 68 k€ a été comptabilisée au 31/12/2023 concernant les frais de rémunérations ou honoraires versés aux médecins et aux auxiliaires médicaux libéraux exerçant dans l'établissement et les examens de biologie et de radiologie. La notification d'indu de la CPAM reçue en 2024 au titre de l'année 2023 s'élève à 31 k€, soit un boni de 37 k€ reconnu en 2024.

Leg d'une maison à Vaux sous Aubigny (52)

Madame CHINARDET a légué sa maison sise à Vaux sous Aubigny (52190). Le dossier est ouvert auprès du notaire Me GENDROT à FAYL BILLOT.

Le neveu de Madame CHINARDET ne se manifeste plus et des démarches pour acter la succession vacante vont être engagées.

Aucune vente n'étant intervenue au 31/12/2024, aucun produit relatif à ce leg n'est comptabilisé au 31/12/2024.

Placements auprès de la Caisse d'Epargne Grand Est (CEGE) du 15/02/2024 :

- 1 M€ en CAT 12 Mois au taux de 3,6998 % ouvert le 15/02/2024 ;
- 1 M€ en CAT 24 mois au taux de 3,45% ouvert le 15/02/2024 ;



EVENEMENTS POST CLOTURE

CPOM

L'instruction DGCS du 07/02/25 prévoit :

- la suspension de la signature des CPOM EHPAD dans l'attente de l'aboutissement des travaux nationaux de simplification qui seront menés dans le courant de l'année 2025
- les CPOM en cours de négociation seront poursuivis
- les CPOM déjà signés restent en vigueur et, pour ceux arrivant à échéance en 2025, un avenant de prolongation sera signé afin d'assurer la continuité du cadre contractuel.

Aucunes négociations n'avaient débuté avant la parution de cette instruction et il n'y avait pas de CPOM de signé également.

Fusion par absorption de la Fondation Saint-Augustin par l'Association Groupe SOS Séniors

À la date d'arrêté des comptes 2024, la Fondation Saint Augustin est toujours concernée par les effets juridiques et comptables de la fusion par absorption de la Fondation Saint-Augustin par l'Association Groupe SOS Séniors, finalisée en 2023. Toutefois, la régularisation de la publicité foncière afférente à cette opération n'a pas encore été réalisée, en raison de démarches restées en suspens du fait des anciens dirigeants. Cette régularisation est actuellement en attente de traitement par le service de la Publicité Foncière, à la demande du notaire en charge du dossier, Maître F. Lescout. Une réponse est attendue courant mai 2025. Aucun impact significatif sur les comptes 2024 n'est à signaler à ce jour.

CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

- a) Changement de méthode comptable et de présentation n'empêchant pas la comparaison

Afin de se conformer au plan comptable M22 BIS applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés, la Fondation a reclassé les comptes #110 « report à nouveau » des sections dépendance et soins dans un compte #115 « report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée » pour un total de 529 k€.

Ce changement de numéro de compte n'est pas un changement de méthode comptable et il n'empêche pas la comparaison entre les deux exercices. Les 529 k€ figurent sur la ligne « Reports à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée » du passif au 31/12/2023 et au 31/12/2024.

- b) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1. PRINCIPES COMPTABLES

- a) Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément au règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 du 4-11-2016 de l'Autorité des normes et dans le respect du principe de prudence, de la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, de l'indépendance des exercices, et la continuité de l'exploitation.

- b) Il a été fait application des dispositions particulières résultant :



- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, complété par les règlements ANC n°2019-04, n°2020-08 et 2022-04.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- De l'arrêté du 28 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.

c) Principes comptables sectoriels

c.1 Comptabilisation des engagements de retraite

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. (Voir ci-après 2-h).

c.2 Participation liée à l'effort construction

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie. La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge d'impôt liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En outre, une reprise de la provision réglementée sera engagée lors de chaque remboursement effectué par l'organisme collecteur agréé au sein des différents établissements et services concernés.

En 2022, la participation constatée en immobilisations financière s'est élevée à 6 781 € et la provision réglementée constatée pour garantir le préfinancement a été dotée pour le même montant, portant le solde de cette provision au bilan à 18 855 €.

Une reprise de provision a été opérée à des fins de régularisation (remboursement effectué) d'un montant de 13 074 €, venant impacter le résultat exceptionnel, portant le nouveau solde au bilan à 5 780 €, montant identique qu'au 31 décembre 2023. **Ce solde est identique au bilan au 31 décembre 2024.**

LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES ONT ETE LES SUIVANTES :

a) Immobilisations :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements ont été pratiqués suivant le mode linéaire sur la valeur d'acquisition des biens. Cette méthode a été jugée opportune sans qu'il soit nécessaire de retenir une valeur de cession.

Les amortissements sont calculés en fonction de leur durée normale d'utilisation :

- Concessions, brevets, licences	1 an
- Construction	10 à 50 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	5 à 10 ans
- Matériel services généraux	5 à 10 ans

L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service de l'élément d'actif à amortir selon la règle du prorata temporis.

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

	Informations financières						
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT
Alliance Gestion - GIE	2 024	200 100	0	0,01%	15	0	28 351 696

	Valeur comptable des titres détenus		Autres renseignements		
	Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
Alliance Gestion - GIE	15	15			
Total	15	15			

c) Créances et dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

d) Contributions volontaires :

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs et difficilement évaluable.

Au titre de l'année 2024, la Fondation Maison de retraite St Augustin n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

e) Subventions d'Investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à virer au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2024 à 479 729 €.

f) Provisions réglementées

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

f.1) Couverture du Besoin en Fonds de Roulement

En application de l'article R.314-48 du C.A.S.F., les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

A ce jour l'ensemble des provisions a fait l'objet d'une autorisation préalable par l'autorité de tarification. Ces provisions n'ont pas été mouvementées en 2024.

f.2) Renouvellement des immobilisations

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

Rappel : une provision a été constatée au cours de l'exercice 2022 pour un montant de 39 629 euros et impacte le résultat exceptionnel.

Aucune provision n'a été constatée au titre de l'exercice 2024.

f.3) Réserves des plus-values nettes d'actifs

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

Aucune provision n'a été constatée au titre de l'exercice 2024.

- Réserve des plus-values nettes d'actif circulant

Un traitement comptable identique est pratiqué pour les plus-values constatées sur les éléments d'actif circulant (valeurs mobilières de placement).

Aucune provision n'a été constatée au titre de l'exercice 2024.

Le détail des provisions réglementées est communiqué en note 5 de l'annexe.

g) Provision pour risques et charges :

Des provisions sont constituées dès lors qu'un risque d'un montant significatif est connu (litige social ou risque de reversement de subventions par exemple).

Le détail des provisions pour risques et charges est communiqué en Note 5.

h) Provisions pour indemnité de départ en retraite :

Les modalités de calculs de l'évaluation actuarielle ont été les suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation de 3.38%,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à la Fondation,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation),
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50%
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au 31 décembre divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite.

L'évaluation des engagements hors bilan évalués pour l'ensemble du personnel présent au 31 décembre 2024 est communiqué en note 3-a ci-après.

i) Fonds dédiés :

Les fonds dédiés, enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits la quote-part de fonds dédiés sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation financée.

Excédent Soin 2013/2014 (354 k€) :

Les subventions accordées en 2013 étaient destinées à financer le coût de fonctionnement de l'EPHAD en 2013 et 2014 en pleine capacité d'utilisation. Or les travaux d'extension et de construction du pôle PASA avaient pris du retard si bien que les dotations n'avaient pu être consommées en intégralité au cours de ces 2 exercices.

Des fonds dédiés avaient donc été constitués à ce titre :

- La législation prévoit que les sommes inscrites sous la rubrique « Fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte #789 « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs » ;

Les fonds dédiés devaient être repris à compter de l'exercice 2017, sur 5 ans (soit une reprise de 125 ke /an) ;

Depuis l'exercice 2019, la reprise est réalisée au rythme des besoins structurels à venir et non plus de manière systématique sur 5 ans. Au titre des exercices 2019 à 2022 aucune reprise n'a été effectuée.

Au titre de l'exercice 2023, une reprise a été effectuée d'un montant de 1 391 euros.

Au titre de l'exercice 2024, aucune reprise n'a été effectuée.

Le détail des fonds dédiés est communiqué en Note 6.

j) Dettes provisionnées pour congés à payer :

Le montant de la provision pour Congés à Payer est comptabilisé conformément à la réglementation comptable.

Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :

Le risque n'a pas fait l'objet d'une valorisation au titre des années 2023/2024 et non intégré à la clôture 2024.

2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

a) Engagements hors bilan

- Engagements de retraite

La part des engagements de retraite non comptabilisée à la clôture s'élève à 194 373 €. Les modalités d'estimation sont indiquées dans la note 2-h ci-avant de l'annexe.

Il est à noter que les autorités de tarification ont partiellement abondé ce passif pour le financement des indemnités de fin de carrière ou de départs négociés.

La fondation a constaté au passif :

- 1 531 € en provision pour départ à la retraite.

Les engagements de retraite sont donc financés par l'autorité de tarification à hauteur de 1 531 €.

La part des engagements de retraite non constatée au passif s'élève à 192 842 €.

- Engagements liés aux parts détenues dans des GIE :

La fondation Saint Augustin membre du GIE Alliance Gestion est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres d'Alliance Gestion.

Au 31 décembre 2024, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	en euros
Dettes financières	2 458 715
Dettes d'exploitation	8 082 275
Autres dettes	3 537 495
	14 078 485

Au cours de l'exercice 2024, la participation de la fondation à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 0,29 %.

- Intérêts restant à courir sur emprunts et dettes financières

Part à 1 an au plus : 118 728 €

Part à plus d'1 an et moins de 5 ans : 409 975 €

Part à plus de 5 ans : 699 532 €

- Engagements donnés aux établissements financiers

Emprunt CFF n° 7716021 :

Capital emprunté : 3 731 800 €.

Capital restant dû au 31/12/2024 : 2 490 035,10 €.

Caution solidaire à hauteur de 50% du Conseil Départemental de Haute Marne.

Caution solidaire à hauteur de 50% de la Communauté de Commune d'Auberive Vingeanne Pays Montsaugonnais.

Emprunt CE n°040088 :

Capital emprunté : 1 150 000 €.

Capital restant dû au 31/12/2024 : 989 397,78 €.

Caution solidaire de la COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS.

Emprunt complémentaire CE n° 9571699 :

Capital emprunté : 620 000 €.

Capital restant dû au 31/12/2024 : 443 303,17 €.

Caution 100% de la Communauté de Commune d'Auberive Vingeanne Pays Montsaugonnais.

Avance remboursable :

Avance à taux zéro du Conseil Départemental pour 1 500 000 €.

Solde restant dû au 31/12/2024 : 375 000 €.

b) Volontariat Associatif

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de la Fondation, n'est pas fourni car cela reviendrait à donner des informations de caractère individuel.

La présidente administratrice unique de la Fondation est bénévole et n'a pas perçu à ce titre ni rémunération, ni avantages en nature.

c) Honoraires de Commissariat aux Comptes

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat :

- Pour la part des honoraires liés à la mission de contrôle légal des comptes sociaux s'élève à 11 195 €, T.V.A. non récupérable incluse,

d) Charges liées à l'impôt

La charge d'impôt est due :

- A la possession des participations des entités lucratives détenues (secteur financier distinct) ;
- Aux activités accessoires réalisées.



La charge constatée au titre de l'exercice s'élève à 0 €.

e) Tableau des Filiales :

	<i>Informations financières</i>						
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT
GIE ALLIANCE GESTION	2 024	200 100		0,01%	15		28 351 696

	Valeur comptable des titres détenus		Autres renseignements		
	Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
GIE ALLIANCE GESTION	15	15			
	15	15	-	-	-

Note 1 - Tableau des Immobilisations

	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions / Rebut	Réévaluation	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	0	0	0							0
Autres immobilisations incorporelles	17 628	0	-14 481							3 146
Immobilisations incorporelles	17 628	0	-14 481							3 146
Terrains	95 821	0	0							95 821
Constructions	9 387 281	16 864	0							9 404 144
Installations techniques matériel et outillage	512 264	7 079	-28 980							490 363
Installations générales, aménagements divers	37 785	0	0							37 785
Matériel de transport	12 538	0	-3 000							9 538
Matériel de bureau et informatique	52 814	0	-1 747							51 066
Mobilier	356 534	8 483	-13 817							351 200
Autres immobilisations corporelles	28 995	29 448	-7 957							50 485
Immobilisations corporelles en cours	0									0
Avances et acomptes	0									0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0							0
Immobilisations corporelles	10 484 031	61 873	-55 501							10 490 403
Participations	15	0	0							15
Prêts	5 780	0	0							5 780
Autres titres et immobilisations financières	1 576	7 351	0							8 927
Immobilisations financières	7 372	7 351	0							14 722
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	10 509 030	69 224	-69 983							10 508 272

Note 2 - Tableau des Amortissements des Immobilisations

	Valeur brute début exercice	Dotations	Diminutions et Reprises	Réévaluation	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	0	0	0							0
Autres immobilisations incorporelles	17 052	576	-14 481							3 146
Amortissements immobilisations incorporelles	17 052	576	-14 481							3 146
Terrains	36 466	0	0							36 466
Constructions	3 931 614	321 861	0							4 253 475
Installations techniques matériel et outillage	478 582	13 458	-28 715							463 325
Installations générales, aménagements divers	13 935	3 180	0							17 115
Matériel de transport	11 804	397	-3 000							9 202
Matériel de bureau et informatique	45 154	4 827	-1 747							48 234
Mobilier	314 685	4 990	-13 817							305 859
Autres immobilisations corporelles	28 613	3 015	-7 957							23 670
Amortissements immobilisations corporelles	4 860 853	351 729	-55 236							5 157 346
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	4 877 905	352 305	-69 718							5 160 492

Note 3 - Etat des Créances et Dettes

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	5 780		5 780
Autres immobilisations financières	8 749		8 749
Clients douteux	351	351	
Usagers, clients et comptes rattachés	45 525	45 525	
Créances reçues par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel & comptes rattachés	481	481	
Sécurité sociale et autre organismes sociaux			
Etat et collectivités publiques	4 354	4 354	
Groupe et associés			
Autres créances	33 886	33 886	
Charges constatées d'avance	6 172	6 172	
TOTAL GENERAL	105 298	90 769	14 529
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	0		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	0		

ETAT DES DETTES	Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 933 918	164 162	673 638	3 096 118
Emprunts et dettes financières divers (2)	483 034	125 000	358 034	
Dettes des legs ou donations				
Fournisseurs et comptes rattachés	148 862	148 862		
Personnel & comptes rattachés	81 562	81 562		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	145 272	145 272		
Etat et collectivités publiques	11 824	11 824		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 489	8 489		
Groupes et associés				
Autres dettes	43 502	43 502		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 856 464	728 674	1 031 672	3 096 118
(2) Montant :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	261 972			

Note 4 - Tableau de variation des Fonds Propres

NATURE	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transfert Association ou Mutualisation CPOM	Fusions / Reprises	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Dotation / Augmentation	Reprise / Diminution	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	304 310								304 310
Fonds Propres statutaires	0								0
Fonds Propres complémentaires	304 310								304 310
Fonds propres avec droit de reprise	0								0
Fonds Propres statutaires	0								0
Fonds Propres complémentaires	0								0
Ecart de réévaluation	0								0
Réserves	826 948	275 054							1 102 002
Réserves légales	0								0
Réserves statutaires ou contractuelles	0								0
Réserves pour projet de l'entité	0								0
Autres réserves (dont investissement)	126 736								126 736
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	700 212	275 054							975 266
Investissement	535 527	167 537							703 063
Compensation	0	107 517							107 517
Compensation des charges d'amortissement	106 637								106 637
Trésorerie	58 048								58 048
Report à nouveau	709 428	-84 601	0						624 828
Report à nouveau des ESMS sous contrôle de tiers	86 722	0	528 948						615 669
Résultats soumis à approbation des autorités de tarification	209 011		528 948						737 958
Charges rejetées par l'autorité	0								0
Charges dont la prise en compte est différée	-122 289								-122 289
Autres Reports à nouveau	622 707	-84 601	-528 948						9 158
Activités des ESMS sous gestion libre	622 707	-84 601	-528 948						9 158
Autres activités	0								0
Résultat de l'exercice	190 453	-190 453	0				591 599		591 599
Activités ESMS sous gestion contrôlée	0	0					0		0
Autres activités	190 453	-190 453					591 599		591 599
Situation nette	2 031 140	0	0				591 599		2 622 738
Fonds propres consommables									
Subventions	523 484							-43 756	479 729
Provisions réglementées	84 384								84 384
Autres fonds propres									
TOTAL	2 639 008	0	0				591 599	-43 756	3 186 851

Note 5 - Provisions & Dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice utilisée	Reprise exercice non utilisée	Fusions / APA Groupe	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Autres mouvements	Montant fin exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES								
Amortissements dérogatoires								
Prov. réglementées pour renouvellement des immos	69 629							69 629
Prov. s/ différence de réalisation - actifs immo	8 975							8 975
Provision liée à l'Effort de Construction	5 780							5 780
Provision pour couverture de BFR								
Prov. s/ différence de réalisation - actifs circulants								
Autres provisions réglementées								
TOTAL	84 384						0	84 384
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES								
Provisions pour litiges salariaux	30 000							30 000
Provisions pour risques								
Provisions pour charges								
Provisions pour grosses réparations								
Provisions pour départ à la retraite	1 531							1 531
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges								
TOTAL	31 531						0	31 531
DEPRECIATIONS								
Sur immobilisations :								
- incorporelles								
- corporelles								
- financières								
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients	3 757	351	0	-3 757				351
Autres dépréciations								
TOTAL	3 757	351	0	-3 757			0	351
TOTAL GENERAL	119 671	351	0	-3 757			0	116 266
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		351	0	-3 757				
- financières								
- exceptionnelles								
- provision pour impôts								

Note 6 - Fonds Dédiés

Nature	Fonds à engager en début d'exercice A	Reports B	Utilisations		Transferts D	Fusions / APA Groupe E	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe F	Fonds restant à engager en fin d'exercice G=A+B+C+D+E+F	Dont Fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
			Montant Global C	Dont Remboursement					
Immobilisations	356 826	4 000						360 826	350 626
Immobilisations acquises	5 273		-2 158					3 115	
Charges de personnel	48 787							48 787	48 787
Financement QVT	3 523		-700					2 823	
FD s/ contributions d'ATC	414 409	4 000	-2 858	0	0	0	0	415 551	399 413
Immobilisations	0	19 421						19 421	
Immobilisations acquises	36 665	34 332	-6 117			6 326		71 205	
Prévention	8 512							8 512	
FD s/ subventions	45 177	53 754	-6 117	0	0	6 326	0	99 139	0
Dons familles	3 294	3 590	-1 058					5 826	
FD s/ contributions fin. d'autres organismes	3 294	3 590	-1 058	0	0	0	0	5 826	0
FD liés aux legs et donations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FD s/ ressources liées à la générosité du public	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	462 880	61 344	-10 033	0	0	6 326	0	520 516	399 413

Entité juridique	FONDATION SAINT AUGUSTIN
Etablissement	99 - FONDATION SAINT AUGUSTIN

Période	31/12/2024
Page	A6

Note 7 - Charges à Payer

Rubriques	Montant Net
Emprunt obligataires	0
Emprunts - Intérêts courus	11 182
Trésorerie - Intérêts courus à payer	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 182
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus	0
Comptes courants - Intérêts à payer	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Fournisseurs d'exploitation - Factures non parvenues	34 992
Dettes provisionnées pour congés à payer, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	93 067
Personnel - autres charges à payer	21 352
Etat - autres charges à payer	885
Dettes fiscales et sociales	115 304
Fournisseurs d'immobilisation - Factures non parvenues	0
Clients - avoirs à établir	0
Divers - charges à payer	1 194
Autres dettes	1 194
TOTAL	162 672

Note 8 - Produits à recevoir

Rubriques	Montant Net
Créances rattachés à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances usagers et comptes rattachés	16 645
Fournisseurs - RRR à obtenir et avoirs non reçus	12 786
Personnel - produits à recevoir	0
Organismes sociaux IJSS	0
Etat Produits à recevoir	0
Subvention à recevoir	0
Comptes courants produits à recevoir	0
Divers - produits à recevoir	6 851
Autres créances	19 637
Valeur mobilières de placement	0
Placements - Intérêts courus à recevoir	63 106
TOTAL	99 388



Note 9 - Bilan Financier

BIENS	N	N-1	N-2	FINANCEMENTS	N	N-1	N-2
Biens stables				Financements stables			
Immobilisations incorporelles brutes	3 146	17 628	17 628	Apports, dotations, réserves et fonds propres	431 046	431 046	431 046
Immobilisations corporelles brutes				Réserves affectées à l'investissement	703 063	535 527	535 527
- Terrains	59 355	59 355	59 355	Réserve de compensation des charges d'amort.	106 637	106 637	106 637
- Agencements	36 466	36 466	36 466	Subventions d'investissement	479 729	523 484	567 240
- Constructions	9 404 144	9 387 281	9 367 976	Provisions réglementées	69 629	69 629	69 629
- Installations, matériels et outillages	490 363	512 264	496 996	Provisions réglementées des plus values nettes d'actifs	14 755	14 755	27 829
- Autres immobilisations corporelles	500 075	488 666	483 674	Fonds dédiés immobilisations	454 568	398 764	358 848
				Emprunts - dettes financières	4 297 736	4 559 708	4 816 435
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours	0	0	0	Dépôts et cautionnements reçus	108 034	113 660	116 145
Immobilisations en cours - part investissement PPP				Amortissements des immobilisations			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	- Incorporelles	3 146	17 052	16 476
Immobilisations financières	14 722	7 372	19 054	- Agencements des terrains	36 466	36 466	36 466
Amortissement comptables excédentaires différés	0	0	0	- Constructions	4 253 475	3 931 614	3 576 212
				- Installations, matériels et outillages	463 325	478 582	464 766
Charges à répartir	0	0	0	- Autres immobilisations corporelles	404 079	414 191	382 122
Autres	0	0	0	Dépréciations des immobilisations	0	0	0
				Dépenses refusées par l'autorité de tarification	0	0	0
				Autres	9 158	93 759	265 058
Comptes de liaison investissement	0	0	0	Comptes de liaison investissement	0	0	0
TOTAL II	10 508 272	10 509 030	10 481 149	TOTAL I	11 834 848	11 724 874	11 770 436
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NÉGATIF (I-II)	0	0	0	FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	1 326 576	1 215 844	1 289 288
Actifs stables d'exploitation				Financements stables d'exploitation			
Reports à nouveau déficitaires	0	0	0	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR	58 048	58 048	58 048
Résultat déficitaire	0	0	0	Réserves de compensation des déficits	107 517	0	0
Créances Glissantes	0	0	0	Résultat excédentaire	591 599	190 453	213 811
				Résultat excédentaire sous contrôle de tiers financeurs	737 958	737 958	352 849
				Provisions pour risques et charges	31 531	31 531	58 794
				Fonds dédiés d'exploitation	65 948	64 116	49 392
Autres				Dépréciation des stocks et créances	351	3 757	7 563
				Autres			
TOTAL IV	0	0	0		0	0	0
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NÉGATIF (III-IV)	0	0	0	TOTAL III	1 592 952	1 085 863	740 456
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NÉGATIF	0	0	0	FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	1 592 952	1 085 863	740 456
Valeurs d'exploitation				Dettes d'exploitation			
Stocks	0	0	0	Avances reçues	0	0	0
Avances et acomptes versés	2 410	0	0	Fournisseurs d'exploitation	148 862	425 848	197 427
Organismes payeurs, usagers	45 525	57 767	15 603	Dettes fiscales et sociales	238 658	236 682	285 044
Créances diverses d'exploitation	38 720	30 511	31 069	Dettes diverses d'exploitation	39 646	85 191	11 643
Créances irrécouvrables en non-valeur	351	3 757	7 563	Produits constatés d'avance	0	24 825	24 825
Charges constatées d'avance	6 172	7 088	7 713	Ressources à reverser à l'aide sociale	0	0	0
Dépenses pour congés payés	122 289	122 289	122 289	Fonds en dépôt par les résidents	3 857	152	2 770
Autres	0	0	0	Autres	0	0	0
TOTAL VI	215 467	221 412	184 237	TOTAL V	431 023	772 699	521 710
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)	0	0	0	EXCÉDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	215 555	551 286	337 473
Liquidités				Financements à court terme			
Valeurs mobilières de placement	2 000 000	0	0	Fournisseurs d'immobilisations	8 489	10 719	9 975
Disponibilités	1 154 755	2 875 277	2 384 080	Fonds des majeurs protégés	0	0	0
Régie d'avance	0	0	0	Concours bancaires courants	0	0	0
				Ligne de trésorerie	0	0	0
				Intérêts courus non échus	11 182	11 564	6 888
Comptes de liaison trésorerie	0	0	0	Autres	0	0	0
TOTAL VIII	3 154 755	2 875 277	2 384 080	Comptes de liaison trésorerie	0	0	0
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	3 135 083	2 852 993	2 367 217	TOTAL VII	19 671	22 284	16 863
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	13 878 493	13 605 719	13 049 465	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)	0	0	0
				TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	13 878 493	13 605 719	13 049 465

Note 10 - Tableau des Flux de Trésorerie

RUBRIQUES		Total
Trésorerie d'ouverture		2 852 993
Résultat d'exploitation	663 413	
+ Amortissements	352 086	
+ Provisions	-3 406	
+ Fonds Dédiés	51 310	
+ Autres	-43 756	
Résultat brut d'exploitation	1 019 648	
- Charges financières versées	-135 764	
+ Produits financiers reçus	63 991	
- Impôt sur les sociétés	0	
+/- Charges et produits exceptionnels	-7	
+/- Autres		
Capacité d'auto-financement	947 867	
+/- Variations des stocks	0	
+/- Variation des créances d'exploitation	5 945	
+/- Variation des dettes d'exploitation	-341 676	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-335 731	
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		612 136
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
- Acquisitions d'immobilisations	-69 224	
+ Cessions d'immobilisations	450	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-68 774
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
+ Augmentations ou diminutions de capital ou apports en numéraire	0	
+ Subventions d'investissement reçues	0	
+ Emissions d'emprunts	0	
- Remboursements d'emprunts	-261 972	
+/- Dépôts de garanties reçus	-5 626	
+/- Autres variations	0	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-267 598
+/- Incidence des variations de périmètre	6 326	
+/- Incidence des variations de cours des devises		
Trésorerie de clôture		3 135 083

Note 11 - Tableau de détermination du résultat effectif global

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable sous gestion propre	591 599	190 453
Résultat comptable sous gestion contrôlée	0	0
Résultat comptable	591 599	190 453
Reprise du résultat Antérieur		
Résultat effectif Global	591 599	190 453
dont Résultat Effectif Global sous gestion propre	591 599	190 453
dont Résultat Effectif Global sous gestion contrôlée	0	0

Note 12 - Charges et Produits Constatés d'Avance

Charges Constatées d'Avance	31/12/2024	31/12/2023
CCA d'exploitation	6 172	7 088
TOTAL	6 172	7 088

Produits Constatés d'Avance	31/12/2024	31/12/2023
Financement des activités associatives		24 825
TOTAL	0	24 825

Note 13 - Résultat exceptionnel

Résultat Exceptionnel	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	450	265	185	1 200		1 200
Immobilisations financières						
QP de subventions des actifs cédés						
Autres opérations exceptionnelles en capital						
Opérations en capital	450	265	185	1 200	0	1 200
Aux amortissements excep. des immo.		219	-219			
Aux amortissements dérogatoires						
Aux prov. réglementées				13 074		13 074
Aux prov. pour risques et charges except.						
Aux dépréciations exceptionnelles						
Dotations et reprises	0	219	-219	13 074	0	13 074
Pénalités et amendes		7	-7			
Autres charges exceptionnelles			0	3 276	18 368	-15 093
Opérations de gestion	0	7	-7	3 276	18 368	-15 093
TOTAL	450	491	-41	17 550	18 368	-818

Note 14 - Subventions et Concours Publics

	Concours Publics	Subventions d'Exploitation	Subventions d'Investissement
Europe			
Etat			
Etat - Assurance Maladie - ARS - FMIS	1 897 665		
Etat - CAF	0		
Etat - Dirrecte			
Etat - ASP		3 465	
Régions			
Départements	487 016	58 658	0
Communes, Villes			
Autres Financeurs			
TOTAL	2 384 682	62 123	0

Note n° 15 - Effectifs

Nombre moyen de salariés	
Direction	1
Administration générale	2
Service Généraux	27
Restauration	3
Socio-éducatif	6
Paramédical	19
Médical	0
Autres Fonctions	0
TOTAL	58

Note 16 - Crédit ball

	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres Immobilisations corporelles	Total
Valeur d'origine				62 904	62 904
Amortissements					-
- cumuls exercices antérieurs				62 904	62 904
- dotation de l'exercice				-	-
Valeur nette comptable	-	-	-	-	-
Redevances payées					-
- cumuls exercices antérieurs				62 583	62 583
- exercice				13	13
Sous-total	-	-	-	62 596	62 596
Redevances restant à payer					-
- à un an au plus					-
- à cinq ans au plus					-
- à plus de cinq ans					-
Sous-total	-	-	-	-	-
Valeur résiduelle					-
- à un an au plus					-
- à plus d'un an et cinq au plus					-
- à plus de cinq ans					-
Sous-total	-	-	-	-	-